

## Le président rwandais a plaidé pour la création d'un tribunal international

8.10.94

S'adressant, jeudi 6 octobre, à l'Assemblée générale des Nations unies, le président rwandais, Pasteur Bizimungu, a mis l'accent sur la nécessité de mettre sur pied un tribunal international pour juger les crimes contre l'humanité afin d'« épargner d'autres déboires et d'autres drames ».

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Pasteur Bizimungu a comparé le « génocide » que vient de vivre son pays à l'holocauste nazi. Le président rwandais a parlé avec éloquence de la nécessité de « rebâtir » la nation rwandaise et de faire « coexister » les différentes composantes de la population. Pour cela, estime-t-il, le Conseil de sécurité devrait adopter une résolution qui faciliterait l'arrestation et le jugement des responsables du génocide. M. Bizimungu souhaite que le Conseil demande aux Etats membres, par une résolution contraignante, de maintenir en détention ceux des responsables qui se trouvent sur leur territoire.

### L'hypothèse d'un « Tutsi land »

Faisant à l'évidence allusion aux allégations – notamment du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) – selon lesquelles le gouvernement actuel aurait aussi commis des exactions contre la population hutue, le président a affirmé que, « contrairement aux dénigrements sans fondements, en décourageant les pulsions à la vengeance, et dans l'attente d'une justice transparente, notre gouvernement a pu contenir une situation marquée par des tensions et des rancœurs ».

L'enquête menée par le HCR, qui n'a pas été rendue publique « pour des raisons politiques », sur l'ordre du secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, a conclu qu'il existe des « signes indubitables de tueries et de persécutions » commises par les forces du Front patriotique rwandais, au pouvoir à Kigali. Pour le HCR, il est donc dangereux d'encourager et de faciliter le retour des réfugiés auxquels « on ne peut pas garantir un minimum de sécurité ».

A l'issue d'une réunion à huis clos entre les membres du Conseil de sécurité et le président Bizi-

mungu, les plus sceptiques des diplomates se sont déclarés « persuadés » que les exactions contre les Hutus ne relevaient pas d'une politique du gouvernement, mais qu'il s'agissait d'« actes de revanche par des éléments incontrôlés ».

Selon des sources diplomatiques à New-York, l'enquête du HCR a été précédée par des informations recueillies par « des diplomates extrêmement crédibles », basés dans la région, qui auraient « longuement » voyagé à l'intérieur du Rwanda. Ces informations, contenues dans un rapport non publié, seraient fondées sur de « nombreux » entretiens avec des missionnaires, médecins et « autres expatriés ».

Selon ce rapport, la politique du gouvernement rwandais consisterait à « chasser hors du pays, par la terreur et de façon systématique » les Hutus habitant dans le sud-est du Rwanda « autour du lac Rweru et au nord du lac Mugesera », afin d'y créer un « Tutsi land ». L'auteur du rapport stipule aussi que le gouvernement « oblige » les Tutsis qui ont fui le Rwanda il y a plus de trente ans (1953-1963) à rentrer au pays.

Selon un diplomate qui connaît bien le Rwanda – et qui requiert l'anonymat –, le gouvernement de Kigali « n'a pas la moindre intention » d'encourager le retour des Hutus réfugiés à l'étranger. Tout en rendant hommage au travail « remarquable » du HCR à travers le monde, le même diplomate estime que l'organisme « joue inconsciemment le jeu » du gouvernement de Kigali en décourageant « pour des raisons tout à fait valables » les Hutus de revenir au Rwanda.

### AFSANÉ BASSIR POUR

**Découverte d'un nouveau charnier.** – Un nouveau charnier, renfermant entre 7 000 et 10 000 corps, a été découvert dans la région de Kibuye, dans l'ouest du Rwanda, a-t-on appris de sources concordantes jeudi 6 octobre à Kigali. D'autre part, le représentant de l'ONU à Kigali, Shahryar Khan, a indiqué que les nouvelles autorités rwandaises ont maintenant le plein contrôle de l'ancienne « zone humanitaire sûre » française, dont la responsabilité est passée le 22 août aux « casques bleus » de l'ONU. – (AFP)